

DÉVELOPPEMENT HUMAIN

Un été arabe?

Programme des Nations Unies pour le développement

Le « printemps arabe » révèle la nécessité d'un développement plus large et écologique, d'après le Rapport sur le développement humain.

Le développement réellement durable des Etats arabes exige l'adoption d'initiatives audacieuses visant à réduire les inégalités internes et à déjouer les dangers pesant sur l'environnement, déclare le Rapport 2011 sur le développement humain, présenté le 2 novembre à Copenhague par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Ce rapport - intitulé « Durabilité et équité : un meilleur avenir pour tous » - appelle au redoublement des efforts de promotion d'un développement humain équitable, dont la réduction des déséquilibres entre les sexes et l'élargissement des opportunités accessibles aux membres des communautés les plus marginalisées au sein des pays. Le rapport aborde également les enjeux liés à l'environnement en prônant l'utilisation de nouvelles sources de financement assurant un développement équilibré et le recours aux énergies renouvelables.

Dans l'avant-propos, Helen Clark, administratrice du PNUD, déclare que « les investissements améliorant l'équité - en matière d'accès aux énergies renouvelables, à l'eau, à l'assainissement ou aux soins de santé reproductive, par exemple - pourraient être synonymes de progrès aussi bien en termes de durabilité que de développement humain ».

Mieux vaut vivre en Libye ou au Qatar que de mourir au Soudan ou au Yémen

Au cours des 40 dernières années, les pays arabes ont accompli des progrès réguliers en matière de revenu, d'éducation et de soins de santé, comme le prouve l'Indicateur du développement humain (IDH), qui établit chaque année le classement des progrès accomplis dans ces trois domaines. Oman, l'Arabie saoudite, la Tunisie, l'Algérie et le Maroc figurent parmi les 10 pays les plus performants en termes d'IDH, tandis que la Libye se situe, depuis 1970, parmi les 10 pays les plus performants en termes d'IDH non lié au revenu.

Cependant, dans l'ensemble, l'IDH montre que les Etats arabes ont des schémas de développement humain divergents : les Emirats arabes unis (# 30), le Qatar (# 37) et le Bahreïn (# 42) se situent dans le quart supérieur du classement, tandis que le Soudan (# 169), Djibouti (# 165) et le Yémen (# 154) figurent dans le quart inférieur.

L'IDH 2011 couvre le chiffre record de 187 nations et territoires, dont 19 Etats arabes et le territoire palestinien occupé. Contrastant fortement avec les autres régions en développement, dans les pays arabes, la croissance de l'IDH a fait l'objet d'un vaste contrôle centralisé. Mais le rapport signale que le « printemps arabe » ouvrant de nouvelles opportunités en matière de gouvernance plus participative, en 2011 il semble que ce « paradoxe de la démocratie arabe » ait connu une fin abrupte en 2011, ouvrant la voie à une réalisation bien plus complète des libertés et capacités populaires dans la région ».

Jeunes diplômés au chômage, femmes au foyer plutôt qu'à l'école

En outre que les progrès accomplis en matière de développement humain dans la région arabe sont compromis par les vastes inégalités entre les générations et entre les sexes - qui sont au cœur du mécontentement populaire dans de nombreux pays arabes. Des enjeux écologiques majeurs - dont la pollution des villes, la dégradation des terres et les graves pénuries d'eau - sont susceptibles d'aggraver les problèmes prévus dans le cadre du changement climatique.

Le « printemps arabe » a mis en lumière les profonds fossés séparant les générations et les sexes : la moitié de la population des Etats arabes est âgée de moins de 25 ans et le taux de chômage des jeunes dépasse largement la moyenne globale. En Egypte, où les manifestations populaires ont fait tomber le régime Moubarak au début 2011 et où le gouvernement intérimaire est toujours soumis à une forte pression, environ 25 pour cent des diplômés ne trouvent pas d'emploi à plein temps. En Tunisie, berceau du « printemps arabe », ce chiffre s'élève à 30 pour cent.

Malgré les bons résultats économiques affichés par plusieurs Etats arabes, la région est à la traîne en matière d'autonomisation des femmes dans certains domaines. Si des progrès ont été accomplis au cours des dernières années dans les pays arabes, la participation des femmes à la population active est particulièrement inégale, environ la moitié de la moyenne mondiale, et leur niveau d'instruction reste singulièrement faible.

D'après l'Indice d'inégalité de genre (IIG), introduit dans le rapport 2010 afin d'analyser la participation des femmes à la population active et à la vie politique, leur niveau d'instruction et leurs droits en matière de reproduction, le Yémen (# 146) occupe la dernière place du classement mondial. L'Arabie saoudite (# 135) et le Soudan (# 128) figurent également parmi les nations où l'égalité entre les sexes est la moins respectée. A l'opposé, les Emirats arabes unis (# 38) affichent le taux le plus élevé d'égalité entre les sexes de la région, grâce à des facteurs liés à la santé et à l'éducation, devant le Bahreïn (# 44) et la Tunisie (# 45).

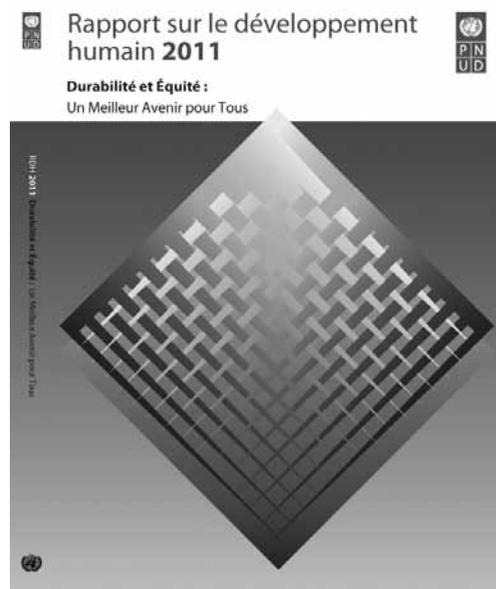
Les pays de la région sont confrontés à de nombreux enjeux environnementaux communs, qui nécessitent une attention prioritaire. La région arabe est la plus aride de la planète ; les problèmes liés à l'eau y sont légion à de nombreux endroits et touchent plus de 60 pour cent des personnes vivant dans l'extrême pauvreté.

(...)

La pollution et le mécontentement populaire

Le rapport met en garde contre la désertification et la diminution des ressources, entre autres effets anticipés du changement climatique, susceptibles d'aggraver les problèmes actuels des pays arabes, où les habitants des terres ne pouvant pas être cultivées de façon productive sont les plus nombreux (25 pour cent de la population), devant l'Afrique subsaharienne (22 pour cent). Au Soudan et au Maroc, près de 40 pour cent de la population vit sur des terres dégradées - soit quatre fois la moyenne mondiale -, ce qui réduit gravement sa capacité à long terme à couvrir ses besoins alimentaires.

(...)



Au Qatar, les émissions de gaz à effet de serre par personne sont neuf fois supérieures à la moyenne mondiale. Au Soudan et en Irak, la pollution urbaine atteint l'un des niveaux les plus élevés du monde ; des études liées à l'IDH révèlent le mécontentement particulièrement aigu de la population des pays arabes en termes de qualité de l'air. Or, le progrès lié au développement ne dépend pas nécessairement d'un taux élevé d'émissions de carbone. Ainsi, la Norvège, qui est un pays à revenu élevé au même titre que les Emirats arabes unis, produit moins d'un tiers (11 tonnes) des émissions de dioxyde de carbone par personne des Emirats arabes unis (35 tonnes).

Dans ses recommandations, le rapport plaide expressément pour une initiative énergétique mondiale visant à fournir de l'électricité aux personnes qui en sont privées (environ 1,5 milliard). Il préconise en outre une utilisation plus répandue des énergies renouvelables (solaire et éolienne, entre autres) au-delà des pays du G20, qui concentrent 90 pour cent des investissements mondiaux dans les énergies propres.

Le rapport loue les efforts menés par certains pays arabes qui, forts de leur haut niveau d'ensoleillement et des vents balayant leurs côtes, ont adopté de telles sources d'énergie alternatives - elles ne représentent cependant pour l'instant que 11 pour cent de l'approvisionnement en énergie primaire, à savoir moins de la moitié de la moyenne mondiale.

Le Rapport annuel sur le développement humain est une publication indépendante du PNUD. Téléchargement gratuit : <http://hdr.undp.org/fr/>